

# Empêcher les lobbys du pétrole de faire la loi

Par **Thierry Denoël**

**Leur responsabilité dans l'échec des conférences sur le climat ou le plastique est de plus en plus pointée du doigt. Quelles sont les solutions?**

Charm el-Cheikh, Dubaï, Bakou, Busan, Genève... Les conférences internationales sur le climat et l'avenir de la planète se succèdent. Les fiascos, retentissants, aussi. Que ce soit les conférences sur le climat (COP), celles dédiées à la biodiversité ou encore au plastique, le scénario est à chaque fois identique. Les Etats se retrouvent en nombre autour de la table, discutent pendant une dizaine de jours, sans avancée majeure. Lors des dernières 24 heures, c'est la dramatisation finale, le moment de tension intense où chaque délégué retient son souffle. Puis enfin, après une nuit de prolongations, l'événement qui a réuni à grands frais la plupart des pays de la planète et des milliers de participants accouche d'une souris. Excepté la COP de Paris en 2015, dont la déclaration finale avait suscité un certain espoir, aucune grande rencontre de ce type n'a approché l'ambition escomptée.

La cinquième session du Comité de négociation intergouvernemental, le CNI-5.2, pour un traité mondial sur la pollution plastique n'a pas échappé à ce pitch lassant. Après l'échec de la précédente session à Busan, en Corée du Sud, on avait espéré que celle organisée à Genève, en ce mois d'août, s'avérerait plus féconde. Encore raté. Une minorité de pays, soit quinze sur 184 présents, tous producteurs de pétrole, ont bloqué toute avancée vers un traité visant à diminuer la production de plastique. De nombreux participants, ONG et médias ont pointé la responsabilité, dans cet échec à répétition, des dizaines de lobbyistes de l'industrie pétrolière et pétrochimique présents à Genève. L'ONG Ciel (Center for international environmental law) en a dénombré 234 inscrits officiellement, dont des représentants d'ExxonMobil, Dow Chemical ou encore l'American Chemistry Council. Il s'agit, en outre, d'une estimation basse, Ciel n'ayant pas pris en compte les entreprises de biens de consommation (comme Coca-Cola, Unilever, Nestlé ou Lego) très gourmandes en plastique ni les entreprises d'emballage.





**Certains n'hésitent pas à dire que la production plastique ne devrait même pas être discutée...**

Plus interpellant: au moins 19 de ces 234 lobbyistes ont intégré des délégations nationales, comme l'Égypte, la Chine, le Kazakhstan, le Chili ou l'Iran. Pour ceux-ci, il y a un conflit d'intérêts évident vu qu'ils ont accès, dans les délégations, à des documents confidentiels qu'ils peuvent utiliser à leur avantage. Le quotidien britannique *The Guardian* a évoqué une «infiltration totale». «Impliquer les entreprises qui profitent de la pollution dans l'élaboration de la voie à suivre ne garantit qu'une chose: un traité qui protège leurs intérêts et non le bien-être commun ou la planète», s'insurge Ximena Banegas, de l'ONG Ciel. Une dénonciation qui vaut aussi pour les COP. Ce qui pousse Dylan Kava, du Réseau d'action climatique des îles du Pacifique, très vulnérables au réchauffement, à observer: «Les mêmes espaces de négociations multilatérales sont de plus en plus occupés par les mêmes acteurs qui utilisent la participation comme arme pour diluer l'ambition et retarder le changement systémique, avec une influence croissante ces deux dernières années.»

**Sabotage de la diplomatie**

Le journal suisse *Le Temps* a, lui, dénombré 307 lobbyistes de l'industrie plastique au sens large présents à Genève (*voir graphique*), soit 30% de plus qu'à Busan l'an dernier pour la session 5.1 et plus du double qu'à Nairobi en 2023 (troisième session). Les COP font l'objet d'un même assaut d'influence. A Dubaï en 2023, la plateforme d'ONG KBPO (Kick Big Polluters Out) avait compté, sur place, 2.456 lobbyistes du pétrole. Un record absolu. Ils étaient 636 à la COP27, en Égypte, en 2022, et 503 à Glasgow, en 2021. L'an dernier, à Bakou (Azerbaïdjan), il y en avait 1.773. Une diminution par rapport à Dubaï qui s'explique par la différence d'enjeu des deux COP, celle de Dubaï se focalisant sur l'avenir des énergies fossiles, celle de Bakou sur le financement de la transition. Remarquons aussi que les dernières COP ont été organisées dans d'importants pays producteurs de pétrole et de gaz (Égypte, Emirats arabes unis, Azerbaïdjan). La prochaine, la COP30, en novembre, se tiendra au Brésil, huitième producteur mondial de pétrole brut.

Par leur présence et leur influence, ces lobbyistes sabotent clairement ...

GETTY



# Environnement

... la diplomatie internationale sur les questions du climat et de la pollution plastique. Lesquels ont une incidence de plus en plus grande, scientifiquement démontrée, sur la santé humaine. Les lobbyistes s'insèrent dans les délégations et appuient de fausses solutions globales, comme le captage du CO<sub>2</sub> pour les énergies fossiles et le recyclage chimique pour le plastique, qui ne sont qu'une petite partie de la réponse aux problèmes. Se pose, dès lors, avec davantage de vigueur chaque année, la question de leur interdiction dans les cénacles qui débattent du réchauffement. Mais est-ce envisageable? Les gouvernements qui ont intérêt à maintenir ce lobbying s'y opposeraient sans doute. Il existe néanmoins un précédent, celui du lobby du tabac. Ce dernier était très actif dans les années 1980 et 1990, depuis que le lien entre la cigarette et certains cancers a été avéré. Pour tenter de démontrer le contraire, certains cigarettiers comme Philip Morris ont produit des documents trompeurs et dissimulé des études, ce qui a donné lieu à de retentissants procès.

Un véritable pare-feu contre ces lobbys cigarettiers a vu le jour en 2005 lorsque l'Organisation mondiale de la santé (OMS)

a adopté la fameuse convention-cadre pour la lutte antitabac (CCLAT). Ce texte reconnaissait non seulement les méfaits graves du tabagisme et du tabagisme passif, mais aussi l'emprise de l'industrie du tabac sur les législateurs et les gouvernements. «L'article 5.3 du CCLAT oblige les gouvernements à protéger l'élaboration des politiques antitabac de l'influence de l'industrie en limitant concrètement au minimum les contacts de lobbying et en garantissant une transparence totale sur tous les contacts», précise Olivier Hoedeman,

**«Le lobbying fait partie du jeu démocratique, c'est normal et sain.»**

de Corporate Europe Observatory (CEO), une ONG de veille des lobbys. Depuis lors, des politiques antitabac plus efficaces ont pu être adoptées. L'industrie a tout de même continué à essayer de contourner ces mesures. En 2013, Philip Morris a été accusé de ficher les eurodéputés, en rouge (pour les opposants à l'industrie), en bleu (pour ceux qui en sont proches), en vert (pour ceux qu'il faut approcher d'urgence). Ce lobbying illégal a rapidement été dénoncé par les médias.

## Contre le bien-être commun

Ne pourrait-on pas appliquer les mêmes règles à l'industrie du pétrole, vu la nocivité connue des énergies fossiles? KBPO milite depuis des années pour qu'un cadre de responsabilisation soit mis en place à la CCNUCC, la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, sous la coupole de laquelle sont organisées les COP (il existe aussi de telles conventions pour le plastique, la biodiversité ou désertification). «Les entreprises du secteur des combustibles fossiles et leurs groupes de pression servent un intérêt privé qui contrevient directement aux mandats publics de la CCNUCC», fait savoir

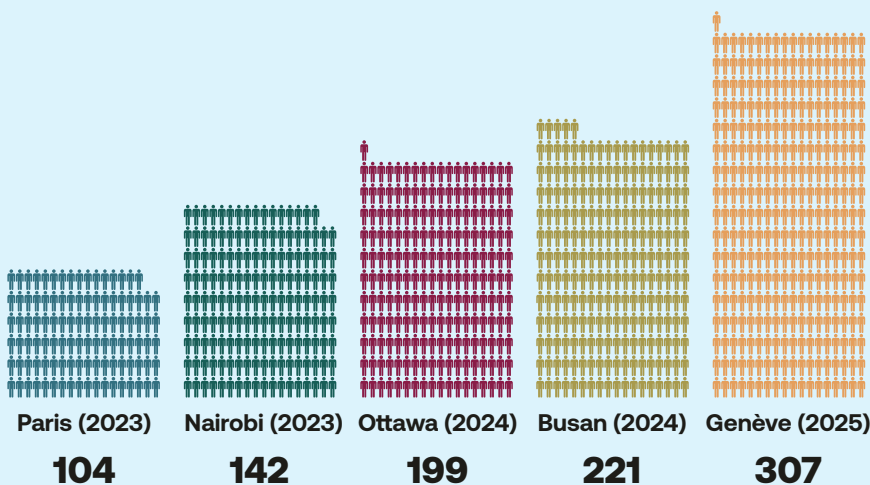


**VOUS :**  
Mon argent,  
je préfère le gérer  
en face à face.

KBPO. On pourrait ajouter: qui va à l'encontre du bien-être commun. Difficile aujourd'hui de prétendre le contraire. On connaît le rôle des fossiles dans le processus des émissions de CO<sub>2</sub> responsables du réchauffement global. Alors pourquoi ne pas fermer les portes des COP ou des CNI aux lobbys pétroliers et gaziers?

«C'est vrai qu'on y est parvenu avec le tabac, mais là, les intérêts privés étaient moins liés aux intérêts nationaux de certains Etats, observe Chloé Mikolajczak, experte et activiste pour la justice environnementale et sociale. Philip Morris est une entreprise américaine dont la production est délocalisée dans d'autres pays, plus pauvres. L'incidence économique est moindre que pour l'Arabie saoudite et son industrie pétrolière nationale, par exemple. Les scandales autour de Philip Morris ont aussi joué. Et puis, on vit actuellement une période très court-termiste avec d'autres enjeux socioéconomiques qui fait qu'il y a moins de pression citoyenne sur le pétrole ou le plastique qu'on en a connu avec le tabac.» Interdire certains lobbys pose également une question philosophique. «Le lobbying fait partie du jeu démocratique, c'est normal et sain ...

## Lobbyistes des industries pétrochimiques ou agroalimentaires présents aux conférences sur le plastique depuis 2023



Sources: d'après les chiffres recueillis par Ciel et Le Temps.

# Nous :

Eh bien, on vous aidera avec plaisir en agence, sur rendez-vous.

Accessible, ici et maintenant



App



Site web



Téléphone



Appel vidéo



Agence



Bureau de poste



**BNP PARIBAS  
FORTIS**

La banque d'un monde qui change



... qu'on puisse approcher les décideurs pour tenter, en un sens, de les influencer, affirme Marc Beyens, de Transparency International Belgique. Plutôt que d'interdire les lobbyistes pétroliers, il serait préférable de mieux les encadrer ne fût-ce que parce qu'ils disposent de moyens bien plus grands que ceux des ONG et des acteurs de la société civile. Il faut mettre fin à cette inégalité de traitement flagrante.»

## Sortir du modèle du consensus

Le Corporate Europe Observatory a observé qu'en 2024, 162 entreprises et associations professionnelles ont dépensé 343 millions d'euros en lobbying auprès de l'Union européenne, soit un tiers de plus par rapport à 2020. Les secteurs les plus dépensiers: technologie, banque, énergie, chimie. «Sous la pression d'ONG, la Commission européenne a toutefois accepté de n'inclure aucun représentant de l'industrie des combustibles fossiles dans sa délégation à la COP de l'an dernier, souligne Olivier Hoedeman. Le Commissaire européen au climat, le Néerlandais Wopke Hoekstra, s'est engagé à faire de même cette année au Brésil. Mais les Etats membres, eux, ont encore été accompagnés par 113 lobbyistes du secteur.» Pour Transparency International, il y a aussi encore beaucoup de choses à régler à l'échelon national. «En Belgique, il existe un registre des lobbys à la Chambre et un au gouvernement, mais ils sont très imparfaits, car cela ne concerne pas, par exemple, les membres des cabinets approchés pour leur influence décisive sur la politique de leur ministre, indique Marc Beyens. Certains lobbys restent très

**Les dernières COP, comme celle de Dubaï en 2023, ont été organisées dans des pays producteurs de pétrole. Une aubaine pour les lobbys?**

**«On y est parvenu avec le tabac, mais les intérêts privés étaient moins liés aux intérêts nationaux de certains Etats.»**

puissants et préparent directement des textes que le cabinet reprend quasi tel quel avant de les transmettre à leur administration.»

Une autre piste pour limiter l'influence des lobbys pétroliers ou pétrochimiques, et donc l'obstruction par une minorité, serait de changer le mode de concertation entre Etats. «Tant qu'on reste dans le modèle du consensus, soit un accord général et unanime, on risque de ne pas y arriver, car cela permet justement à une minorité de prendre en otage la majorité, constate Chloé Mikolajczak. Plusieurs ONG ont examiné avec des avocats la possibilité de sortir du cadre onusien pour ces conférences. Des traités internationaux sont signés hors de l'ONU. Evidemment, pour le pétrole, si les gros producteurs sont exclus des négociations sur le climat, les signataires d'un éventuel traité ne représenteraient que 15% à 20% de la production mondiale. Est-ce suffisant? N'est-ce pas, malgré tout, préférable au blocage systématique de toute avancée significative par une minorité?» A Genève, pour retarder les discussions, l'Arabie saoudite a utilisé au maximum son temps de parole quotidien pour dire que le mandat de la conférence n'était pas le bon ou que la production plastique ne devait pas être discutée...

En juin dernier, plusieurs associations ont signé un «appel urgent» exhortant les 198 Etats de la CCNUCC à accepter, avant la COP30, «la possibilité d'une prise de décision à la majorité pour sortir de l'impasse». Il est peu probable que cet appel soit suivi d'effets. Il n'en reste pas moins indispensable de prévoir des aménagements pour mieux circonscrire le lobbying dans les grandes conférences internationales sur le climat et l'environnement. Les propositions concrètes sont multiples. Exemple: obliger tous les participants à déclarer publiquement et de manière contrôlable leurs intérêts. Ou encore: interdire aux entreprises polluantes de sponsoriser ces événements. Lors de la COP27, le parrainage de Coca-Cola, Unilever ou General Motors avait été dénoncé. Juste avant la COP28, *The Guardian* avait relevé que quasi aucun des sponsors officiels de la conférence (dont Bank of America) n'avait signé les objectifs de neutralité carbone fondés sur la science. Il faudrait, en outre, davantage réguler les *side events*, ces événements souvent fastueux organisés en marge des négociations, notamment par les grandes industries pétrolières. Ce serait un bon début. ●